

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 430 du 06.02

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Tiré a part

Une chaussure frappe l'ambassadeur israélien en Suède.

Guerre de Gaza et maintenant ?

La guerre à Gaza a renforcé la popularité du Hamas.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo interdits par les médias Français.

2 Les brèves

2-1 Le geste du journaliste irakien le 14 décembre dernier fait des émules.

2-2 Le régime sioniste menace toujours le Hamas.

2-3 Percée des ultranationalistes dans deux sondages en Israël.

2-4 Israël laisse entrer à Gaza de l'argent destiné aux pro-Abbas.

2-5 Le Hamas souhaite un cessez-le-feu qui réponde à ses exigences.

2-6 Des matières toxiques menacent la vie des Gazaouis.

2-7 Les Nations unies suspendent le transport d'aide humanitaire vers la Bande de Gaza.

2-8 le Hamas va rendre des aides humanitaires à l'Unrwa.

2-9 Plainte déposée par une organisation islamique turque de défense des droits de l'homme contre les dirigeants israéliens.

2-10 Le Bateau de la Fraternité arraisonné par Israël.

2-11 Les pays arabes demandent à l'ONU de stopper les actes de piraterie d'Israël.

3 Dossier

3-1 Vincent Remy : Israël a-t-il perdu la guerre ? Entretien avec l'historien israélien Shlomo Sand.

3-2 CHOMSKY Noam : Obama parle d'Israël et de Palestine.

3-3 BRAHMI Rachid « *Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes.* »

3-4 Daniel Vanhove : Terrorisme d'état.

3-5 Maxime Dublanc : La « guerre de Gaza » : victoire ou pogrom ?

3-6 Chérif Boudelal : Les hydrocarbures arabes coulent à profusion pour Israël

Tiré a part

Une chaussure frappe l'ambassadeur israélien en Suède.

Une chaussure a été lancée sur l'ambassadeur d'Israël en Suède, M. Benny Dagan, alors qu'il donnait une conférence à l'Université de Stockholm aujourd'hui. La chaussure a été suivie par deux livres et un bloc-notes, tous frappant l'ambassadeur extrêmement embarrassé.

Les deux protestataires, un jeune homme et une jeune femme, ont crié « *Assassins* » et « *Intifada* » alors qu'ils visaient Dagan. Ils ont été arrêtés, accusés d'attaque et de trouble à l'ordre public.

La conférence avait été organisée par l'Association des politiques étrangères, à l'Université de Stockholm.

L'ambassadeur devait parler des prochaines élections en Israël, mais s'est rapidement mis à parler du Hamas et de l'Iran, et à développer une longue défense des actions récentes d'Israël dans la Bande de Gaza.

Après 10 minutes de discours, une jeune femme du public s'est levée, a lancé sur l'ambassadeur une chaussure rouge en criant « *Assassins !* » La chaussure a frappé Dagan à l'estomac.

Un autre protestataire s'est alors joint et a lancé deux livres et un bloc-notes.

Dagan est resté interloqué et paralysé, mais est revenu à sa conférence quelques minutes après – pour se retrouver confronté aux cris et aux protestations du public. La réunion s'est terminée dans le chaos, pendant que les deux manifestants étaient placés en garde à vue.

Le mouvement de boycott a pris une grande ampleur en Suède au cours des dernières semaines, en particulier depuis que Veolia a perdu le contrat du métro de Stockholm, évalué à 3,5 milliards d'euros par an, après une longue campagne contre l'implication notoire de la compagnie dans le projet de tramway à Jérusalem.

Le mouvement vise maintenant le match de Coupe Davis de tennis entre la Suède et Israël, qui doit avoir lieu à Malmö du 6 au 8 mars 2009.

Ghassan Bannoura

05-02-2009

Source : [IMEMC](#)

Guerre de Gaza et maintenant ?

APPEL

(Strasbourg, le 2/2/2009)

Les parlementaires soussignés:

- considérant les violations du droit international et du droit humanitaire par les autorités israéliennes dans les territoires palestiniens, en particulier: la "punition collective" que représente le blocus imposé à la population de Gaza; la multiplication des colonies en Cisjordanie; l'édification du "mur" sur les territoires palestiniens; l'arrestation et le maintien en détention de plus de 10 000 prisonniers palestiniens, y compris des enfants; a mise en cause de la libre circulation des Palestiniens sur leurs territoires; l'annexion de Jérusalem-Est; le refus de toute solution au problème des réfugiés...
- considérant la guerre de Gaza, qui restera comme l'opération la plus meurtrière conduite par Israël dans les territoires palestiniens:
 - o faisant des centaines de morts dans la population civile parmi lesquels un très grand nombre d'enfants;
 - o laissant - selon le Commissaire européen Louis Michel - plus de 500 000 personnes sans accès à l'eau potable;
 - o conduisant les soldats israéliens à des actes extrêmement graves, tels que la non-assistance aux blessés - selon la Croix Rouge -; les tirs sur des écoles, des hôpitaux, des centres de presse, des convois de l'ONU chargés de livrer l'aide humanitaire ainsi que le quartier général de l'Agence de l'ONU chargée des secours aux réfugiés; l'utilisation de bombes au phosphore;
 - o exposant du fait des bombardements, selon la Banque mondiale, 10 000 personnes au risque d'un effondrement des égouts et, partant, de la noyade dans les eaux usées...
- demandent à tous les gouvernements de l'Union européenne de se prononcer pour le déclenchement de sanctions prévues dans l'Accord d'Association Union européenne -Israël (sur la base de l'article 2 de cet Accord exigeant le respect des droits de l'homme de toutes les parties contractantes) ainsi que le gel du processus de "rehaussement" des relations de coopération, tant que ce pays ne se conformera pas au droit international ainsi qu'au droit humanitaire ni n'acceptera la reprise de négociations de paix avec les Palestiniens sur la base des

La guerre à Gaza a renforcé la popularité du Hamas.

SONDAGE | L'offensive israélienne à Gaza a renforcé la popularité du Hamas, selon un sondage publié jeudi, créditant pour la première fois le mouvement islamiste palestinien d'une légère avance face à ses rivaux du Fatah en cas d'élections.

Si des législatives devaient se tenir en Cisjordanie et à Gaza, le Hamas obtiendrait 28,6% des voix, contre 27,9% pour le Fatah du président Mahmoud Abbas, le reste des suffrages allant à des formations de moindre importance, selon le sondage réalisé par le Jerusalem Media and Communication Centre (JMCC).

C'est la première fois qu'un sondage crédite le Hamas, d'une avance face au Fatah, les enquêtes d'opinion ayant toujours donné ce dernier vainqueur en cas d'élections, se trompant même lourdement en 2006 lorsque le Hamas avait remporté les législatives haut la main.

Le Fatah est paradoxalement crédité de plus d'intentions de vote (33,6%) à Gaza que le Hamas (28%)

. En revanche en Cisjordanie, contrôlée par M. Abbas, c'est le Hamas (29%) qui devance le Fatah (24,5%).

Le Hamas arrive également en tête des mouvements auxquels les Palestiniens "font confiance" avec 27,7% d'avis favorables, talonné par le Fatah (26%).

Le chef du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, est également la personnalité à laquelle les Palestiniens font le plus confiance (21,1%), reléguant pour la première fois M. Abbas à la deuxième position (13,4%).

En outre, pour 46,7% des personnes interrogées le Hamas est sorti vainqueur de la guerre de Gaza (27 décembre-18 janvier) qui a dévasté le territoire et fait 1.330 morts, 9,8% accordant "la victoire" à Israël et 37,4% jugeant que ni l'un ni l'autre n'a gagné.

Le sondage a été effectué sur un échantillon représentatif de 1.198 Palestiniens (758 en Cisjordanie et 440 à Gaza). Sa marge d'erreur est de 3%.

AFP |

05.02.

<http://www.24heures.ch/actu/monde/guerre-gaza-renforce-popularite-hamas-2009-02-05>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo interdits par les médias Français.

<http://www.dailymotion.com/video/k109NFpJqGQRUXUseR>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le geste du journaliste irakien le 14 décembre dernier fait des émules.

Au tour d'un ambassadeur d'Israël d'essayer un jet de chaussure

| Une personne a lancé hier (mercredi) soir une chaussure en direction de l'ambassadeur israélien en Suède au cours d'un débat organisé sur les élections qui ont lieu le 10 février dans l'Etat hébreu. On ignorait dans l'immédiat si l'ambassadeur Benyamin Dagan avait été atteint par le projectile.

Les organisateurs du débat ont précisé ce jeudi qu'une personne se trouvant dans la foule avait jeté une chaussure sur M. Dagan lors de ce débat.

D'après la radio suédoise, une autre personne a lancé un livre sur l'ambassadeur, et les deux agresseurs ont été arrêtés par la police.

La police de Stockholm n'a pas confirmé ces informations et l'ambassade d'Israël a refusé de les commenter.

Le jet de chaussure est devenu un moyen de protestation populaire depuis qu'un journaliste irakien a lancé ses souliers à la tête de l'ancien président américain George W. Bush, sans l'atteindre, en décembre dernier lors d'une conférence de presse à Bagdad.

Lundi, un manifestant a lancé, sans l'atteindre, une chaussure en direction du Premier ministre chinois Wen Jiabao qui prononçait un discours à l'université de Cambridge à l'occasion de sa visite en Grande-Bretagne.

AP | 05.02.2009 | 16:27

<http://www.24heures.ch/actu/monde/tour-ambassadeur-israel-essuyer-jet-chaussure-2009-02-05>

2-2 Le régime sioniste menace toujours le Hamas.

Pas de répit pour les caciques de Tel-Aviv qui distillent le venin, préférant menace et allégation contre la Résistance et le gouvernement élu et populaire d'Ismaïl Haniyeh, même dans cette conjoncture où les impacts de la guerre de Gaza pèsent de tout leur poids sur l'échiquier sioniste, mettant dans de beaux draps les autorités israéliennes. Un membre de Kadima, Ze'ef Boïm, ministre du Logement du régime sioniste a déclaré au sujet de la poursuite des opérations militaires dans la Bande de Gaza que la prochaine étape de ces opérations devrait en finir une fois pour toute avec Haniyeh. Or les autorités de Tel-Aviv menacent le gouvernement d'Ismaïl Haniyeh juste au moment où la communauté mondiale s'est attelée à mettre au grand jour les crimes d'Israël dans la Bande de Gaza. Une équipe médicale britannique qui s'est rendue à Gaza pour aider les habitants sinistrés de cette région, a, dans son premier rapport présenté les dimensions choquantes des exactions du régime sioniste. Ce rapport souligne qu'au cours de l'offensive de 22 jours d'Israël contre la Bande de Gaza, près d'un million et demi de tonnes d'explosifs ont été largués sur Gaza, en d'autres termes une tonne pour chaque Palestinien. Dans une autre partie de ce rapport il est écrit que plus de 4.000 maisons sont totalement détruites et 21.000 autres ont été endommagées. Le rapport fait aussi allusion à l'emploi des armes prohibées et non conventionnelles dont des bombes à l'uranium appauvri, des bombes intelligentes et au phosphore blanc. Dans ce contexte, l'ONU a annoncé qu'elle allait ouvrir une enquête sur les bombardements de ses centres à Gaza pendant la guerre de 22 jours. Le chef du bureau des Affaires humanitaires de l'ONU John Holmes a déclaré qu'une délégation onusienne ouvrirait très prochainement une enquête sur le bombardement des centres et des écoles de l'Unrwa, l'agence onusienne de secours et de travaux pour les réfugiés palestiniens, à Gaza. Selon Holmes, des dizaines d'écoliers et de réfugiés civils palestiniens ont été tués dans les centres onusiens. Paradoxalement, dans la conjoncture où le régime sioniste ne cesse de menacer Gaza, les autorités de ce régime reconnaissent l'échec de l'armée d'Israël et de sa puissance dissuasive dans la guerre de Gaza, tout en analysant les dimensions et les conséquences de cette guerre. A la 9ème conférence de Herzlia en Palestine occupée, les autorités israéliennes ont souligné que ce régime avait essuyé un nouvel échec dans la reconstruction de sa puissance dissuasive. Le commandant adjoint des réservistes du régime sioniste a déclaré à cette conférence qu'Israël n'a pas su, durant la guerre de Gaza de prouver sa suprématie sur le Hamas.

<http://french.trib.ir>

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=1222042

2-3 Percée des ultranationalistes dans deux sondages en Israël.

Le parti ultranationaliste Yisrael Beitenu effectue une spectaculaire percée dans les sondages et talonne désormais les grands partis, à cinq jours des élections législatives israéliennes. Selon une étude Globes/Geocartographia publiée jeudi, la formation de l'ancien ministre Avigdor Lieberman est créditée de 21 sièges, contre 26 au Likoud, qui reste en tête, et 23 à Kadima.

Yisrael Beitenu ("Israël notre maison") devance largement le Parti travailliste, désormais quatrième dans les intentions de vote avec 16 sièges.

En décembre, les sondages ne promettaient qu'une dizaine de sièges au parti ultranationaliste, qui a quitté le gouvernement le 16 janvier pour protester contre l'ouverture éventuelle de négociations avec les Palestiniens sur Jérusalem, les réfugiés et les frontières.

Un autre sondage publié jeudi pour la radio israélienne et Panorama donne 16 sièges à Yisrael Beitenu, à égalité avec les Travaillistes et derrière le Likoud (25) et Kadima (21).

REUTERS

05-02

Version française Pascal Liétout

fr.news.yahoo.com/4/20090205/twl-israel-elections-sondage-38cfb6d.html

2-4 Israël laisse entrer à Gaza de l'argent destiné aux pro-Abbas.

Israël a autorisé jeudi l'entrée dans la bande de Gaza de 43 millions de dollars destinés à régler les salaires de l'administration dépendant de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, a-t-on appris de source autorisée. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et Tony Blair, émissaire du Quartet au Proche-Orient, ont à plusieurs reprises pressé le gouvernement israélien d'autoriser l'arrivée de fonds dans la bande de Gaza, qui souffre d'une grave pénurie de liquidités.

AP

5/2

2-5 Le Hamas souhaite un cessez-le-feu qui réponde à ses exigences.

Un responsable du Hamas a déclaré, jeudi soir, au micro de la chaîne Al Alam que son mouvement accepterait un cessez-le-feu apte à répondre à ses exigences. "Le régime sioniste cherche à lier la levée du blocus de la bande de Gaza au sort du soldat israélien Gilad Shalit arrêté par les combattants palestiniens. Mais le Hamas n'acceptera pas un tel cessez-le-feu" a ajouté Talal Nassar, précisant que son mouvement souhaitait une trêve de 6 mois avec la levée du blocus de Gaza et la réouverture des points de passage. "Le régime sioniste est le seul

responsable de l'échec du cessez-le-feu, car il ne souhaite pas mettre un terme à la crise avec les Palestiniens" a-t-il conclu.

IRIB-

06 Février 2009

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=18184&Itemid=0

2-6 Des matières toxiques menacent la vie des Gazaouis .

Des munitions qui sont encore inopérées et des matières toxiques restant dans la bande de Gaza après l'agression du régime sioniste, menacent la vie des habitants de cette région. Selon l'ONU, des milliers de tonnes de déchets et de matières toxiques et de munitions non-opérées ont largement mis en péril la vie du peuple de Gaza. Jens Toyberg Frandzen, représentant du PNUD dans les territoires occupés a estimé qu'il était indispensable de nettoyer Gaza des matières toxiques et des explosifs et de fournir des services sociaux nécessaires. Plus de 1300 Palestiniens pour la plupart des femmes et des enfants ont été tués en martyr et plus de 5450 autres ont été blessés durant 22 jours d'offensive menée par le régime sioniste contre Gaza.

IRIB-

06 Février 2009

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=18179&Itemid=9

2-7 Les Nations unies suspendent le transport d'aide humanitaire vers la Bande de Gaza.

L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a annoncé vendredi qu'elle suspendait ses livraisons d'aide humanitaire vers la Bande de Gaza, en raison de l'attitude du Hamas.

L'agence a expliqué avoir pris sa décision suite à la saisie par des activistes du Hamas d'un navire d'aide humanitaire jeudi. En début de semaine, la police du Hamas avait pris possession de milliers de couvertures et de rations de nourriture destinées aux habitants.

L'UNRWA a déclaré que la suspension de l'aide serait effective jusqu'à ce que le Hamas s'engage de manière crédible à ce que ces agissements cessent.

Environ 80% de la population de la Bande de Gaza, qui compte 1,4 millions d'habitants, fait appel à l'aide de l'UNRWA pour se procurer de la nourriture et d'autres biens.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article114>

2-8 le Hamas va rendre des aides humanitaires à l'Unrwa.

Le Hamas a affirmé vendredi que la confiscation de plusieurs tonnes d'aide humanitaire de l'ONU à Gaza était une "erreur" et qu'elles seraient restituées.

"Le ministre des Affaires sociales a donné l'ordre de régler le problème et s'il s'avère que les aides appartiennent bien à l'agence, elles seront restituées", a affirmé à l'AFP un porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum.

"Les aides ont été chargées par erreur au point de passage car il n'y avait aucun représentant du gouvernement. Les chauffeurs ne savaient pas qu'elles étaient les aides de l'Unrwa et qu'elles étaient celles du gouvernement" du Hamas, a-t-il ajouté.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article114>

2-9 Plainte déposée par une organisation islamique turque de défense des droits de l'homme contre les dirigeants israéliens.

Le procureur général d'Ankara a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête par la justice turque pour déterminer si l'offensive militaire israélienne sur le Hamas à Gaza peut être considérée comme porteuse de "génocide, torture et de crimes contre l'humanité".

Le bureau du procureur général a précisé que cette enquête après la plainte déposée par une organisation islamique de défense des droits de l'homme contre les dirigeants israéliens dont le président, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères de l'Etat hébreu.

Cette organisation demande par ailleurs l'arrestation immédiate de ces responsables israéliens s'ils venaient à se trouver en Turquie.

La loi turque oblige le ministère public à ouvrir une enquête dès qu'une plainte officielle est déposée. La loi autorise également la tenue de procès pour des prévenus accusés de génocide et autres crimes contre l'humanité contre l'humanité commis dans d'autres pays que la Turquie.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article114>

2-10 Le Bateau de la Fraternité arraisonné par Israël.

Mercredi 4 février, le « **Bateau humanitaire de la Fraternité** », est parti de Tripoli (Liban) en direction de Gaza, en passant par **Larnaka** (Chypre), où il a été contrôlé afin de dissiper les soupçons israéliennes selon lesquelles il pourrait transporter des armes.

Les autorités israéliennes avaient déjà averti qu'elles interdiraient au bateau d'entrer dans les eaux territoriales de Gaza. « Il y a peu de temps, un petit bateau allait du port (libanais) de Tripoli avec à son bord des journalistes et toute sorte de matériel en violation du blocus maritime que nous avons instauré, et a tenté d'entrer dans les eaux de Gaza », avait déclaré Ehud Barak à la radio publique israélienne avec arrogance.

« Le fraternité » transporte 60 tonnes de produits alimentaires, vêtements, détergents, matelas, jouets et poches de sang offerts par des ONG libanaises et palestiniennes en exil. Le bateau battant pavillon togolais appartient à un Palestinien. Outre la cargaison énumérée, le bateau transportait 10 membres d'équipage, 9 personnalités humanitaires dont trois personnalités religieuses (deux musulmanes et une chrétienne) étaient à bord du « Fraternité ». Monseigneur Hilarion Capucci (81 ans), ex archevêque de Jérusalem (mais aussi une grande figure militante de la cause palestinienne) - qui vit en exil depuis les années 1970 après avoir été emprisonné par Israël puis expulsé de Palestine - faisait partie du voyage. Il y avait également à bord du bateau deux journalistes de la chaîne TV libanaise et deux autres d'Aljazeera.

L'un des organisateurs du voyage, Maan Bachour, avait déclaré que le bateau avait essuyé des tirs de la marine israélienne alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales et tentait d'entrer dans les eaux territoriales de la bande de Gaza. Les journalistes des chaînes susmentionnées ont déclaré que les militaires israéliens avaient fouillé le bateau, frappé quelques passagers et malmené d'autres avant d'arraisonner le bateau au port israélien d'Ashdod, où les occupants du bateau ont été soumis à des interrogatoires. Le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, avait mis en garde Israël (dans un discours retransmis par Aljazeera) contre toute atteinte au bateau et aux voyageurs et demandé à l'intervention de réagir contre cette piraterie.

Jeudi 5 février 2009, la marine israélienne a empêché le « Fraternité » d'approcher les eaux territoriales de Gaza, ce dernier s'est dirigé vers le port d'Al-Arich (Égypte) avant de tenter une seconde fois d'aller au port de Gaza par les frontières territoriales entre l'Égypte et Gaza, mais en vain. Dix-huit navires de guerre israéliens l'ont encerclé (qui ont même violé les eaux territoriales égyptiennes) Vendredi les passagers du « Fraternité » ont été relâchés à la frontière libanaise ; quant au bateau, il est toujours immobilisé au port d'Ashdod. Israël a reconnu de n'avoir rien trouvé d'illégal dans le « Fraternité ». Quant au cargaison, il devrait être acheminé par route vers Gaza, selon des responsables israéliens.

Les passagers ont tenu tête jusqu'au bout aux pirates israéliens : « Coulez-nous si vous voulez ». Nous sommes dans notre droit. « C'est vous qui êtes les pirates », leur avait dit Hani Suleiman, l'avocat libanais responsable du Comité de Secours à Gaza. « Allez-y ! Notre sang ne vaut pas plus que celui des Palestiniens », leur a-t-il dit.

Chérif BOUDELAL - 5 février

2-11 Les pays arabes demandent à l'ONU de stopper les actes de piraterie d'Israël.

Les pays arabes ont appelé à l'aide les Nations unies jeudi, demandant à l'organisation de persuader Israël de libérer le cargo qu'elle a intercepté alors qu'il se dirigeait vers la Bande de Gaza. La diplomate libanaise Catherine Ziade a appelé les 15 membres du Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a intervenir d'urgence, pour permettre à l'équipage du navire de livrer les tonnes de médicaments, de nourriture et de jouets qu'il apporte aux Gazaouis.

"Mon gouvernement condamne les actes d'Israël et les considère comme des violations flagrantes des lois internationales et humanitaires" a déclaré la diplomate libanaise.

La marine israélienne a tiré sur le navire et l'a arraisonné avant de le remorquer vers le port d'Ashdod, en territoire israélien. L'armée israélienne affirme que les membres de l'équipage seront interrogés et le chargement livré par la terre au territoire palestinien.

AP

6/2

3 Dossier

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Vincent Remy : Israël a-t-il perdu la guerre ?

Entretien avec l'historien israélien Shlomo Sand.

PS : La publication de l'article et analyse ne signifie nullement que la rédaction partage tout le point de vue de Shlomo Sand, mais doit être vu comme information

Historien, ancien étudiant de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, professeur à l'université de Tel-Aviv, Shlomo Sand, 62 ans, a lâché l'an dernier une bombe culturelle, avec un livre au titre provocateur : *Comment le peuple juif fut inventé*.

Plongée à travers l'histoire juive, remise en cause des mythes fondateurs d'Israël, ce livre a suscité des débats passionnés dans le pays... et un relatif silence médiatique en France.

Avec le romancier David Grossman et l'historien Tom Segev, Shlomo Sand est un des rares intellectuels israéliens à crier aujourd'hui sa révolte contre les bombardements de Gaza.

Au-delà, il nous livre sa vision d'une « République israélienne », enfin ouverte sur le monde arabe, et qui serait l'État de tous ses citoyens...

Quel bilan tirez-vous de l'offensive israélienne sur Gaza ?

Le timing électoral était parfait ! Avant les élections israéliennes et en prenant soin de retirer les chars à la veille de l'investiture d'Obama, Ehud Barak a planifié ce Blitz, un déluge de bombes qui ne mettait pas en danger la vie des soldats israéliens. Nous avons semé la désolation, tué 1 300 Palestiniens, en avons blessé plus de 5 000, les deux tiers sont des femmes et des enfants, presque tous victimes de notre aviation. Le Hamas est-il éliminé ? Avons-nous renforcé le camp de la paix chez les Palestiniens ?

Mais l'opinion israélienne a soutenu cette guerre. Vous êtes une voix dissonante...

Je suis arrivé au sommet de ma carrière universitaire, je n'ai rien à perdre et je n'ai pas peur. Certes, je me sens très seul. Mais n'oubliez pas que près de dix mille jeunes ont manifesté le 3 janvier à Tel-Aviv. Même en 2006, au début de la guerre contre le Hezbollah, il n'y avait pas eu une mobilisation d'une telle ampleur. C'était une manifestation très politisée, l'extrême gauche ainsi que les Arabes israéliens qui habitent Tel-Aviv ou Jaffa.

“Nous avons le devoir de privilégier la diplomatie, de ne pas commettre ce massacre de civils.”

La gauche, et même des écrivains comme Amos Oz ou Avraham B. Yehoshua, ont approuvé ces bombardements...

C'est une habitude chez nous. Au début de chaque guerre, depuis 1973, Israël reçoit le plein soutien des intellectuels de la gauche sioniste. Il faut attendre quelques semaines pour qu'ils changent d'avis. Une personne nous manque terriblement aujourd'hui, le professeur Yeshayahou Leibowitz, grand philosophe mort en 1994 qui s'est toujours battu contre les guerres non défensives d'Israël, et qui laisse un grand vide moral.

Parce que cette guerre était pour vous non défensive ? Des roquettes tombaient sur les villes israéliennes...

Bien sûr, il n'est pas normal que des roquettes tombent sur Israël. Mais est-il plus normal qu'Israël n'ait toujours pas décidé quelles étaient ses frontières ? Cet Etat qui ne supporte pas les roquettes est aussi un Etat qui ne veut pas renoncer aux territoires conquis en 1967. Il a refusé l'offre de la Ligue arabe en 2002 d'une pleine reconnaissance d'Israël dans les frontières d'avant 1967.

Mais le Hamas, lui, ne reconnaît pas Israël.

Le Hamas, ce mouvement bête, pas diplomate, avait proposé une « oudna », une trêve de longue durée à Gaza et en Cisjordanie. Israël a refusé parce qu'il veut continuer de tuer les militants du Hamas en Cisjordanie, soit une quinzaine en octobre-novembre après des mois de calme. Israël a donc eu sa part de responsabilité dans la reprise des tirs de roquettes. Au lieu de renforcer le courant modéré du Hamas, Israël pousse les Palestiniens au désespoir. Nous avons ghettoisé une population entière et refusons de lui accorder sa souveraineté depuis quarante-deux ans. Comme je suis indulgent envers Israël, je dirai seulement depuis vingt ans, 1988, date à laquelle Arafat et l'Autorité palestinienne ont reconnu l'Etat d'Israël, sans rien avoir gagné en échange.

Qu'on comprenne bien : je n'accepte pas les positions du Hamas et surtout pas son idéologie religieuse, parce que je suis un homme laïc, démocrate, et assez modéré. Comme Israélien et comme être humain, je n'aime pas les roquettes. Mais comme Israélien et historien, je n'oublie pas que ceux qui les lancent sont les enfants et petits-enfants de ceux qui ont été chassés de Jaffa et d'Ashkelon en 1948. Ce peuple de réfugiés, moi, Shlomo Sand, je vis sur la terre qui était la sienne. Je ne dis pas que je peux leur rendre cette terre. Mais que chaque offre de paix doit partir de ce constat. Quiconque oublie cela n'arrivera jamais à offrir aux Palestiniens une paix juste.

Mais, disent les partisans de ces bombardements, Israël s'est retiré de Gaza, et les roquettes ont redoublé.

C'est absurde ! Imaginez que les Allemands, comme ils l'ont fait en 1940, occupent aujourd'hui le nord de la France et pas le Sud. Vous diriez qu'ils respectent le droit à l'autodétermination des Français ? Sharon s'est retiré unilatéralement de Gaza pour ne pas faire la paix avec Arafat, et ne pas renoncer à la Cisjordanie. Mais les Palestiniens n'ont pas demandé une réserve d'Indiens à Gaza ! Ils demandent un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

“La raison pour laquelle il est impossible de conclure une paix juste, ce ne sont pas les roquettes, c'est la faiblesse palestinienne.”

Tous les torts seraient du côté d'Israël ?

Israël ne comprend malheureusement que la force. La raison pour laquelle il est impossible de conclure une paix juste en ce début du XXI^e siècle, ce ne sont pas les roquettes, c'est la faiblesse palestinienne. Israël n'a signé la paix avec Sadate en 1977 que parce que l'Egypte avait remporté une demi-victoire en 1973.

Le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, dit pourtant qu'Israël ne doit pas « courir au suicide au nom des bons sentiments ».

Mais de quoi parle-t-on ? Qu'est-ce qui menace notre existence ? Nous avons le meilleur armement et le soutien de la première puissance mondiale. Le monde arabe nous propose une paix globale sur les frontières de 1967. La dernière guerre qui a menacé l'existence d'Israël remonte à trente-cinq ans ! Est-ce qu'il ne comprend pas ça, ce grand rabbin ?

Il n'est pas le seul. André Glucksmann, à propos des bombardements israéliens, écrit qu'il « n'est pas disproportionné de vouloir survivre ».

Vous me parlez d'un homme qui a admiré Mao ! Ces mecs de 1968, qui ont soutenu toutes les horreurs chinoises, jamais ils n'ont fait une autocritique, jamais ils n'ont essayé de comprendre pourquoi ils s'étaient identifiés au totalitarisme. Aujourd'hui, André Glucksmann, comme Bernard-Henri Lévy, sont toujours du côté de la force, à Jérusalem cette fois. Ils n'ont pas changé...

“Ah, Israël a téléphoné [aux habitants avant les bombardements], Israël a pris des précautions ? Mais où pouvaient-elles aller, les familles palestiniennes ?”

Mais Bernard-Henri Lévy rappelle que Tshal téléphonait aux habitants pour leur dire de fuir les bombardements, qu'Israël a tout fait pour éviter les victimes civiles...

Ah, Israël a téléphoné, Israël a pris des précautions ? Mais où pouvaient-elles aller, les familles palestiniennes ? C'est vrai, Israël a pris beaucoup de précautions. Mais pour ses troupes ! Ces morts-là nous préoccupent beaucoup car nous sommes devenus une société individualiste et hédoniste, et nos dirigeants sont très soucieux de leur réélection.

BHL rappelle aussi que le Hamas a utilisé la stratégie des boucliers humains...

Quelle hypocrisie ! A-t-il oublié Mao : un mouvement de résistance doit se couler dans la population comme un poisson dans l'eau ? Le Hamas n'est pas une armée, c'est un mouvement de résistance terroriste qui agit comme tous ceux qui l'ont précédé, Viêt-cong ou FLN. C'est justement parce que nos dirigeants savaient cela qu'ils avaient le devoir de privilégier la diplomatie, pour ne pas commettre ce massacre de civils. Nous avons fait la preuve que nous n'avons aucune retenue morale, pas plus que la France en 1957 en Algérie qui a détruit des villages entiers. Maintenant, ce qui me choque plus que jamais, c'est que cet Etat que j'ai servi comme soldat durant deux guerres, et qui se définit depuis sa Déclaration d'indépendance en 1948 comme l'Etat de tous les juifs, appartienne davantage à Bernard-Henri Lévy qu'à mes amis universitaires qui vivent ici, payent leurs impôts ici, mais sont d'origine arabe. Qu'est-ce que ça veut dire être sioniste quand on vit en France, qu'on ne veut pas vivre sous l'autorité juive, et qu'on s'identifie au pire de la politique des dirigeants d'Israël ? Ça veut dire contribuer à la montée de l'antisémitisme.

Justement, n'avez-vous pas été choqué que, lors des manifestations à Paris, des drapeaux israéliens ont été brûlés ?

Bien sûr que cela m'inquiète. C'est pour cela qu'il est important que les Israéliens qui pensent comme moi soient entendus. Pour mettre un coup d'arrêt à cette dérive. Et faire qu'on ne confonde pas la politique de nos dirigeants avec tous les Israéliens, et bien sûr avec les juifs, car je suis certain que beaucoup de juifs français, hors de l'establishment, partagent mon point de vue.

Les Palestiniens de Cisjordanie n'ont pas bougé...

Cette guerre renforce leur désespoir. Depuis la conférence d'Annapolis en novembre 2007, Mahmoud Abbas se prête à n'importe quoi pour faire avancer la paix. Il emprisonne les militants du Hamas. Et Israël le remercie en multipliant les check-points, en poursuivant la colonisation, en construisant un mur sur le territoire du futur Etat palestinien. Quel Palestinien qui se respecte peut maintenant soutenir Abbas ?

Et les Arabes israéliens, quel est leur état d'esprit ?

Je suis sans arrêt au contact de mes étudiants arabes. C'est terrible. Ils parlent hébreux souvent mieux que moi. Je les vois chaque jour devenir plus Israéliens du point de vue culturel, et plus anti-Israéliens du point de vue politique. Comment peuvent-ils vivre dans un pays qui ne les accepte pas comme citoyens à part entière ? Je crains que leur aliénation n'aboutisse à un Kosovo en Galilée.

Vous demandez aux Israéliens quelque chose d'énorme, abandonner toute prétention au-delà des frontières de 1967 - hormis le Mur des lamentations -, mais aussi créer une République israélienne qui ne soit plus l'Etat des seuls juifs. C'est réaliste ?

Beaucoup de gens en Israël soutiennent ma cause. Mon livre a été best-seller pendant dix-neuf semaines, j'ai fait une dizaine d'émissions de télé. Nous sommes peut-être une société raciste et pas totalement démocratique, mais profondément libérale et pluraliste. Que peut-on objecter à quelqu'un comme moi qui demande qu'Israël soit l'Etat de ses propres citoyens, juifs, arabes ou autres ? D'autant que j'ajoute qu'après Hitler, on ne peut nier la solidarité entre juifs. Et que l'Etat d'Israël doit rester un refuge pour les juifs persécutés. Mais pas automatiquement être l'Etat de Bernard-Henri Lévy et de tous les juifs qui ne veulent pas vivre en Israël.

Vous êtes antisioniste ?

Non, car se définir comme antisioniste peut signifier être anti-Israélien. Or, je défends l'existence de l'Etat d'Israël, parce que j'accepte le fruit de l'entreprise et de l'histoire sioniste - la société israélienne. Mais je ne suis pas sioniste, car ce qui justifie mon existence ici, c'est le fait d'être démocrate. Cela signifie que l'Etat doit être l'expression de son corps social, pas celle des juifs du monde entier. Vous pouvez dire que je suis post-sioniste.

“C'est une bêtise raciste de dire qu'il nous faut divorcer des Arabes. Dans la paix, on deviendra un peu plus arabes, comme vous Français devenez un peu plus européens.”

Mais ne risquerait-on pas de voir les juifs en minorité dans l'Etat qu'ils ont créé ?

Je comprends cette peur. C'est la raison pour laquelle je suis contre l'Etat binational, qui serait un Etat à majorité

arabe, et que je propose aux Israéliens de se fixer le plus vite possible sur les frontières de 1967, c'est-à-dire de garder l'hégémonie judéo-israélienne. Mais pas une hégémonie exclusive. La République israélienne doit être laïque et démocratique. Reste toutefois que dans mon utopie, dans mon monde imaginaire, l'Etat binational serait le plus juste possible...

Y compris avec les juifs en minorité ?

La distance qui me séparera de mes petits-enfants sera au moins culturellement équivalente à celle qui me sépare de mes grands-parents. Cela signifie que vivre au Proche-Orient se fera en symbiose avec la culture arabe. Je souhaite d'ailleurs une confédération israélo-palestinienne immédiatement après qu'Israël se sera retiré sur les frontières de 1967. C'est une bêtise raciste de dire comme Amos Oz qu'il nous faut divorcer des Arabes. Dans la paix, on deviendra un peu plus arabes, comme vous Français devenez un peu plus européens.

Mais face à une société israélienne qui reste majoritairement laïque, il y a une société palestinienne plus islamiste qu'il y a trente ou quarante ans ?

La jeunesse arabe en Israël ne devient pas plus religieuse, surtout pas les femmes. Le fondamentalisme se cristallise face au monde occidental. Ce n'est pas une victoire du religieux, c'est l'échec du socialisme laïc au Proche-Orient, renforcé par la façon dont vous les Européens accueillez les travailleurs immigrés, dont les Américains mènent leur guerre en Irak, dont Israël traite les Palestiniens. C'est le fruit de conflits, pas d'une tendance historique naturelle. Regardez ce qui se passe en Algérie : la politique pourrie du FLN a fait naître l'islamisme, mais ce n'est pas une évolution en profondeur, l'Algérie ira vers la modernité. Le Hamas, de son côté, habillé de vêtements islamistes, n'a pas cessé d'être un mouvement nationaliste moderne.

Dans votre livre, vous détruisez les mythes fondateurs d'Israël - le peuple de l'exil qui revient sur sa terre. Mais par quoi les remplacez-vous pour légitimer l'existence de ce pays ?

On m'a récemment posé cette question à l'université palestinienne de Jérusalem. J'ai répondu de façon un peu dramatique que même un enfant né d'un acte de viol a le droit de vivre. La création d'Israël par des juifs dont beaucoup étaient des rescapés des camps d'extermination a été un acte de viol contre les populations arabes de Palestine. Il a fait naître la société israélienne qui vit déjà depuis soixante-dix ans, et qui a développé sa culture. On ne règle pas une tragédie en en créant une autre. Cet enfant a le droit d'exister. Sauf qu'il faut l'éduquer pour qu'il ne perpétue pas l'acte de son père. Il y a trente ans, je n'aurais peut-être pas tenu ce discours. Mais le monde arabe a reconnu Israël. L'OLP aussi, après la demi-victoire de l'Intifada. Donnons une chance au Hamas aussi. N'oublions pas, sans les excuser, que ceux qui tirent sur Ashkelon savent qu'elle a été construite sur le grand village arabe d'Al Majdal, d'où leurs pères ont été expulsés en 1950.

On est très loin de la politique israélienne...

Israël ne fera la paix que si l'on fait pression sur elle. Je souhaite, j'espère, je supplie, qu'Obama soit Carter et pas Clinton. Carter a forcé Israël à faire la paix avec l'Egypte, Clinton n'a pas forcé Israël à faire la paix avec les Palestiniens. Le risque est évidemment que Hillary Clinton, proche du lobby pro-israélien, prenne trop de place en politique étrangère. Mais je ne veux pas être fataliste. J'espère.

Propos recueillis par Vincent Remy

Le 29 janvier 2009 à 17h30

<http://www.telerama.fr/idees/israel-a-t-il-perdu-la-guerre-entretien-avec-l-historien-israelien-shlomo-sand,38589.php#cmtavis>

3-2 CHOMSKY Noam : Obama parle d'Israël et de Palestine.

Propres propos de sionistes pour J. Attali, BH. Lévy et Cie

Barack Obama est manifestement une personne de vive intelligence, instruit en Droit et attentif au choix de ses mots. Il mérite d'être pris au sérieux - à la fois pour ce qu'il dit et pour ce qu'il passe sous silence. Ses premières déclarations consistantes de politique étrangère, le 22 janvier au Département d'Etat lorsqu'il a présenté George Mitchell son représentant spécial pour le Moyen-Orient, sont particulièrement éloquentes.

Mitchell doit concentrer son attention sur le problème israélo-palestinien, dans le sillage de l'invasion israélo-étasunienne récente de Gaza. Pendant l'attaque meurtrière, hormis quelques platitudes, Obama est resté dans un aparté silencieux car, a-t-il dit, il y a un seul président - une réalité qui ne l'a pas fait taire sur de nombreux autres sujets. Cette obligation ne l'a pas non plus empêché de répéter que "si des missiles tombaient où mes deux filles dorment, je ferais tout pour arrêter cela". Il voulait parler des enfants israéliens, pas des centaines d'enfants palestiniens massacrés par les armes étasuniennes dont il ne pouvait pas parler parce qu'il n'y a qu'un président.

Le 22 janvier cependant, le seul président était Barack Obama, et il pouvait parler librement de ces sujets - mais il a esquivé les attaques sur Gaza qui avaient été opportunément interrompues juste avant son investiture.

Le discours d'Obama a insisté sur un règlement pacifique. Il a laissé ses contours vagues, sauf pour une proposition précise : "l'initiative de paix Arabe", a dit Obama, "comporte des éléments constructifs utiles pour l'avancement de ces efforts. Il est temps maintenant pour les états Arabes de mettre en oeuvre les promesses de cette initiative, en soutenant le gouvernement Palestinien du Président Abbas et du Premier Ministre Fayyad, et d'avancer dans la normalisation des relations avec Israël en se dressant contre le terrorisme qui nous menace tous".

Obama ne falsifie pas directement la proposition de la Ligue Arabe, mais la tromperie, soigneusement mise en œuvre, est instructive.

La proposition de la Ligue Arabe appelle évidemment à la normalisation des relations avec Israël, mais dans le contexte - répétons le, dans le contexte d'un règlement à deux états selon les termes d'un consensus international ancien, que les Etats-Unis et Israël ont bloqué et continuent de bloquer depuis plus de 30 ans dans un isolement international complet. Le cœur de la proposition de la Ligue Arabe, comme Obama et ses conseillers sur le Moyen-Orient le savent très bien, est son appel à un règlement politique et pacifique en ces termes, qui comme chacun le sait et le reconnaît sont la seule base de ce règlement pacifique pour lequel Obama professe son attachement. L'oubli de ce fait crucial ne peut pas être vraiment fortuit et signifie clairement qu'Obama n'envisage pas d'abandonner le rejectionisme étasunien. Son appel aux états Arabes de se concentrer sur un corollaire de leur proposition, alors que les Etats-Unis ignorent jusqu'à l'existence du contenu principal qui est une condition à ce corollaire, est d'une mauvaise foi totale.

Parmi les entreprises les plus notoires pour compromettre un règlement pacifique il y a les opérations quotidiennes dans les territoires occupés, toutes soutenues par les USA et reconnues comme criminelles ; le vol des terres et des ressources de valeur et la mise en place de ce que l'architecte en chef de ce plan, Ariel Sharon, appelait les "Bantoustans" pour Palestiniens. Comparaison injuste car les Bantoustans étaient de loin plus viables que les miettes laissées aux Palestiniens selon la conception de Sharon qui est en train de se réaliser. Mais les Etats-Unis et Israël (et quelques îles du Pacifique) ont voté contre une résolution en faveur du "droit du peuple Palestinien à l'autodétermination" (adoptée à 173 voix contre 5, avec l'opposition des USA et d'Israël sous des prétextes ambigus).

Obama ne dit pas un mot sur l'extension du peuplement et des constructions en Cisjordanie, ni sur les mesures alambiquées pour contrôler la vie des Palestiniens, dans le dessein de détruire les perspectives d'une solution pacifique à deux états. Son silence est la sinistre réfutation de ses fioritures oratoires sur la façon dont "je ferais tous les efforts pour obtenir deux états vivant côte à côte dans la paix et la sécurité".

Ignorée aussi l'utilisation par Israël d'armes étasuniennes à Gaza, en violation non seulement des lois internationales mais aussi étasuniennes. Oublié l'envoi par Washington à l'apogée de l'attaque israélo-étasunienne de nouvelles armes à Israël, ce que les conseillers d'Obama sur le Moyen-Orient n'ignoraient certainement pas.

Obama a cependant été ferme. La contrebande d'armes vers Gaza doit cesser. Il approuve l'accord entre Condoleezza Rice et le Ministre Israélien des Affaires Etrangères Tzipi Livni sur la fermeture de la frontière entre l'Egypte et Gaza. Un remarquable exercice d'arrogance impériale, comme l'a observé le Financial Times ; "quand ils étaient à Washington, se congratulant mutuellement, les deux ministres semblaient oublier le fait qu'ils concluaient un marché concernant un commerce illégal à la frontière d'un pays tiers - en l'occurrence l'Egypte. Le jour suivant, un officiel Egyptien a décrit cet accord comme digne d'une fiction". Les objections de l'Egypte ont été ignorées.

Pour en revenir aux références d'Obama sur la proposition "constructive" de la Ligue Arabe, comme le dit la phraséologie, Obama persiste à restreindre son appui au parti vaincu aux élections de 2006, les seules élections libres dans le monde Arabe, auxquelles les USA et Israël ont immédiatement et ouvertement réagi en punissant sévèrement les Palestiniens pour n'avoir pas respecté la volonté des Maîtres. Un détail technique mineur est que le mandat d'Abbas s'est terminé le 9 janvier et que Fayyad fut nommé sans la confirmation du Parlement Palestinien (dont beaucoup de membres ont été enlevés et sont détenus dans les prisons israéliennes). Le journal Haaretz décrit Fayyad comme "un oiseau rare dans la politique palestinienne. D'un côté il est l'homme politique le plus estimé par Israël et l'Occident. De l'autre cependant, il n'a aucune légitimité électorale, ni à Gaza ni en Cisjordanie". Le rapport remarque aussi que Fayyad a "des relations étroites avec le Système Israélien", en particulier avec le conseiller extrémiste de Sharon Dov Weiglass. Bien que sans aucune représentativité populaire, il est considéré comme compétent et honnête, qualités peu courantes dans les milieux politiques soutenus par les Etats-Unis.

L'insistance d'Obama pour qu'Abbas et Fayyad soient reconnus est conforme au dédain de l'Occident pour la démocratie, sauf si elle est sous son contrôle.

Obama a fourni les raisons habituelles pour ignorer le gouvernement élu dirigé par le Hamas. "Pour être un véritable partenaire pour la paix", a déclaré Obama, "le quartet [Etats-Unis, Union Européenne, Russie, Nations Unies] a fait clairement savoir que le Hamas devait remplir trois conditions sans ambiguïté : reconnaître le droit d'exister à Israël, renoncer à la violence et respecter les accords passés". Sans mentionner, comme d'habitude, l'inconvénient majeur que les Etats-Unis et Israël rejettent fermement ces trois conditions. Dans l'isolement international, ils empêchent la solution à deux états dont l'un Palestinien, ils ne renoncent bien évidemment pas à la violence, et ils rejettent la proposition principale du quartet ; "la feuille de route". Israël l'a formellement acceptée, mais avec quatorze réserves (tacitement soutenues par les Etats-Unis) qui détruisent efficacement son contenu. C'est le grand mérite du livre de Jimmy Carter "Palestine : la Paix, pas l'Apartheid", d'avoir porté ces faits à l'attention publique pour la première, et en même temps la seule fois.

Il en découle, selon un raisonnement élémentaire que ni les Etats-Unis, ni Israël, ne sont des "véritables partenaires pour la paix". Mais cela ne peut pas être dit. Cette phrase n'a aucun sens en Langue Anglaise.

Il est peut-être injuste de critiquer Obama pour cet exercice de cynisme quasi universel, mais non pour son éviscération scrupuleuse de l'organe central de la proposition de la Ligue Arabe, une nouvelle contribution qui lui est propre.

Quasi universelles aussi sont les références habituelles au Hamas comme organisation terroriste dont le but est d'éradiquer Israël (ou peut-être tous les Juifs). On oublie ainsi l'inconvénient que les Etats-Unis et Israël ont non seulement pour but de détruire tout état Palestinien viable, mais qu'ils mettent en œuvre perpétuellement des politiques en ce sens. Ou que, à l'inverse de ces deux états rejectionnistes, le Hamas a appelé une solution à deux états selon le consensus international de façon publique, répétée et explicite.

Obama a commencé ses remarques en disant : "Je veux être clair : l'Amérique est s'engagée pour la sécurité d'Israël. Et nous soutiendrons toujours le droit d'Israël à se défendre contre des menaces légitimes".

Rien sur le droit des Palestiniens à se défendre contre des menaces beaucoup plus sérieuses, comme celles qui se produisent quotidiennement dans les territoires occupés, avec le soutien étasunien. Mais cela, encore une fois, est normal.

Normal aussi l'énoncé du principe donnant droit à Israël de se défendre. Cela est vrai mais inepte : chacun a ce droit. Mais dans ce contexte, ce cliché est plus qu'inepte, c'est une tromperie cynique.

La question n'est pas de savoir si Israël, comme tout le monde, a le droit de se défendre mais s'il a le droit de le faire par la force. Personne, pas même Obama, ne croit que les états jouissent d'un droit universel à se défendre par la force. Il est d'abord besoin de démontrer qu'aucune alternative pacifique n'est envisageable. Dans ce cas, il en existe sûrement.

Une alternative simple serait qu'Israël respecte un cessez-le-feu, par exemple celui qui a été proposé par le chef politique du Hamas Khaled Mishal peu de jours avant qu'Israël ne lance son attaque le 27 décembre. Mishal avait appelé à reprendre l'accord de 2005. Cet accord réclamait la fin des violences et une ouverture continue des frontières, avec la garantie d'Israël que les biens et les personnes pourraient circuler librement entre les deux parties de la Palestine occupée, la Cisjordanie et la bande de Gaza. L'accord avait été rejeté quelques mois plus tard par les Etats-Unis et Israël, après les "mauvais résultats" des élections libres de 2006. Il y beaucoup d'autres possibilités pertinentes.

L'alternative la plus large et la plus adéquate serait qu'Israël et les Etats-Unis abandonnent leur rejectionisme radical et se joignent au reste du monde - incluant les états Arabes et le Hamas - pour encourager la solution à deux états acceptée par le consensus international. Il faut se souvenir que durant les 30 dernières années, les Etats-Unis et Israël se sont écartés une fois de leur rejectionisme : pendant les négociations de Taba en janvier 2001, qui promettaient une solution pacifique avant qu'Israël ne s'en retire. Il ne paraîtrait donc pas étrange qu'Obama accepte de se joindre au reste du monde, même dans le cadre de la politique des Etats-Unis, si c'est cela qu'il voulait.

En bref, la rengaine constante d'Obama sur le droit d'Israël à se défendre est un autre exercice de mise en scène cynique qui, on doit l'admettre, ne lui est pas propre mais quasiment universel.

La mascarade est particulièrement frappante dans ce cas puisqu'il y avait une bonne occasion avec la nomination de Mitchell comme représentant spécial. La réussite majeure de Mitchell est son rôle de premier plan dans l'accord de paix en Irlande du Nord. Il exigeait la fin des violences de l'IRA et des Britanniques. Il était implicite dans ce cas que la Grande-Bretagne avait le droit de se défendre contre le terrorisme, mais qu'elle n'avait aucun droit de le faire par la force parce qu'il y avait une alternative pacifique : la reconnaissance des revendications légitimes de la communauté Catholique d'Irlande qui étaient les racines de la terreur de l'IRA. Quand la Grande-Bretagne a suivi cette voie sensée, la terreur s'est arrêtée. Les implications pour la mission de Mitchell dans le conflit israélo-palestinien sont si évidentes qu'il est inutile de les énumérer. Leur omission est une nouvelle preuve évidente de l'engagement de l'administration d'Obama dans le rejectionisme et de son refus de la paix, sauf à des conditions extrémistes.

Obama a aussi remercié la Jordanie pour "son rôle constructif dans l'entraînement des forces de sécurité Palestiniennes et le renforcement de ses relations avec Israël" - ce qui contraste singulièrement avec le refus israélo-étasunien de travailler avec le gouvernement de Palestine librement élu, et la punition sévère infligée aux Palestiniens qui l'ont élu, sous des prétextes qui, comme on l'a déjà dit, ne résistent pas au moindre examen. C'est vrai que la Jordanie a aidé les USA à armer et entraîner les forces de sécurité Palestiniennes pour qu'elles puissent réprimer violemment toute manifestation de soutien aux malheureuses victimes de l'attaque israélo-étasunienne à Gaza, et arrêter des partisans du Hamas et le journaliste très connu, Khaled Amayreh. Pendant ce temps, elles organisaient leurs propres manifestations en faveur d'Abbas et du Fatah dans lesquelles la plupart des participants "étaient des fonctionnaires et des écoliers auxquels l'autorité Palestinienne avait demandé de manifester", selon le Jérusalem Post. C'est la démocratie que nous aimons.

Obama a fait un autre commentaire substantiel : "Dans le cadre d'un cessez-le-feu de longue durée, les passages aux frontières de Gaza doivent être ouverts avec une surveillance appropriée pour permettre le flux d'aide et le commerce..." Il n'a pas dit, bien sûr, que les Etats-Unis et Israël avaient rejeté un tel accord après l'élection de 2006, et qu'Israël n'avait jamais respecté par la suite d'autres accords similaires.

Aucune réaction non plus à l'annonce par Israël de son rejet du cessez-le-feu, de telle façon que la possibilité qu'il soit "de longue durée" est pour le moins compromise. Mais les réactions de la presse n'ont pas tardé : "le Ministre du Conseil Israélien Binyamin Ben-Eliezer, qui a pris part aux délibérations de sécurité, a dit à la Radio de l'Armée qu'Israël ne rouvrirait pas les frontières de Gaza avant un accord sur la libération de [Gilad] Shalit" (Associated Press, 22 janvier). "Israël gardera fermées les frontières avec Gaza... Un officiel a dit que le gouvernement prévoyait d'utiliser cette affaire pour négocier la libération de Gilad Shalit, le soldat Israélien détenu par le groupe islamiste depuis 2006 (Financial Times, 23 janvier). "Plus tôt dans la semaine, le Ministre des Affaires Etrangères Tzipi Livni a dit que les progrès sur la libération du caporal Shalit conditionneraient l'ouverture des frontières qui ont été pratiquement fermées depuis que le Hamas a arraché le contrôle de Gaza à l'Autorité

Palestinienne de Cisjordanie en 2007" (Christian Science Monitor, 23 janvier). "Un officiel Israélien a dit que la levée du blocage serait fortement conditionnée par la libération de Gilad Shalit" (Financial Times, 23 janvier). Et beaucoup d'autres.

La capture de Shalit est une question sérieuse à l'Ouest, une autre preuve de la criminalité du Hamas. Quoique l'on pense à ce sujet, il est indiscutable que la capture d'un soldat d'une armée d'agression est un bien moindre crime que l'enlèvement de civils, exactement ce qu'ont fait les forces israéliennes la veille de la capture de Shalit en pénétrant dans la ville de Gaza pour enlever deux frères et les entraîner au-delà de la frontière où ils disparurent dans les prisons d'Israël. A l'opposé du cas de Shalit, ce crime fut virtuellement tu et a été oublié, tout comme les pratiques régulières d'Israël, sur plusieurs décennies, d'enlever des civils au Liban et en haute mer, de les répartir dans ses prisons et de les retenir en otages pendant plusieurs années. Mais la capture de Shalit empêche le cessez-le-feu.

Le discours d'Obama sur le Moyen-Orient au Département d'Etat continua avec "la situation qui se détériore en Afghanistan et au Pakistan... le front principal de notre combat continu contre le terrorisme et l'extrémisme". Quelques heures plus tard, les avions étasuniens attaquaient un village reculé d'Afghanistan pour essayer d'y tuer un chef Taliban. "Cependant, les anciens du village ont dit aux responsables de la province qu'il n'y avait pas de Talibans dans la région qu'ils décrivent comme un hameau peuplé principalement par des bergers. Selon Hamididan Abdul Rahmzai, le chef du conseil de la province, les anciens ont dit que des enfants et des femmes figurent parmi les 22 morts" (Los Angeles Times, 24 janvier).

Le premier message du Président Afghan Karzai à Obama après son élection en novembre était pour demander la fin des bombardements de civils Afghans, demande réitérée quelques heures après qu'Obama ait prêté serment. La même attention a été apportée à cette demande de Karzai qu'à celle qu'il avait faite pour un calendrier de retrait des forces armées des Etats-Unis et d'autres nations étrangères. Les riches et les puissants ont leurs "responsabilités". Parmi celles-ci, rapporte le New York Times, il y a celle d'"assurer la sécurité" dans le sud de l'Afghanistan où "l'insurrection est endémique et soutenue de l'intérieur". Très familier ; la Pravda dans les années 1980 par exemple.

Noam Chomsky

février 2009

3-3 BRAHMI Rachid « *Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes.* » (J. Prévert)

Si l'émotion provoquée par le massacre de Ghaza peut s'estomper, la tragédie des Palestiniens chassés de leur terre demeure entière.

Selon maintes analyses et déclarations de responsables politiques ou d'observateurs de divers camps, il est totalement clair que l'opération « Plomb durci », minutieusement préparée depuis six mois, n'obéissait pas aux besoins sécuritaires de l'Etat hébreu, le lancement de roquettes par le Hamas n'étant pas pourvu de l'efficience attendue.

Ce qui s'est passé à Ghaza, le mot guerre étant parfaitement inadapté, a mis deux protagonistes l'un face à l'autre : une armée suréquipée usant d'armes non conventionnelles et des civils, hommes, femmes et enfants entassés dans une région où la densité de population est la plus forte au monde.

Avec l'élan de solidarité manifesté un peu partout à travers la planète et particulièrement en Europe, beaucoup maintenant ne se font plus berner par les intenable thèses des sionistes et le parti-pris très peu moral de certains « intellectuels » Occidentaux. Nous pensons à Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy et compagnie. Comment un intellectuel peut-il soutenir des subterfuges, alors que les positions d'hommes politiques israéliens ont été toujours nettes depuis la déclaration de Balfour en 1917 ? Ces intellos en question connaissent parfaitement les déclarations des dirigeants successifs de l'Etat hébreu. Nous nous contenterons ici d'un petit échantillon des propos de ceux qui prétendent vouloir la paix et la sécurité.

Monsieur Attali n'ignore pas que Menahem Begin, lors d'un discours à la Knesset, avait traité les Palestiniens de bêtes marchant sur deux pattes. Et que David Ben Gourion avait affirmé dans ses mémoires que « nous devons tout faire pour nous assurer que les Palestiniens ne reviendront jamais, les vieux mourront et les jeunes oublieront ». Est-ce votre avis aussi Monsieur Attali ? En outre, BH. Lévy n'ignore sûrement pas que le 15 juin 1969, Golda Meir, alors Premier ministre israélien, avait affirmé : « Il n'y a pas semblable chose que les Palestiniens, ils n'ont jamais existé. » Qu'en pensez Monsieur Lévy ? Les intellos sionistes occidentaux savent également que Yitzhak Shamir a promis d'« écraser les Palestiniens, comme des sauterelles ». Ce sont ses propres mots. Par ailleurs, le président Heilbrun du comité pour la réélection au poste de maire de Tel-Aviv du général Shlomo Lahat proclame en octobre 1983 : « Nous devons tuer tous les Palestiniens jusqu'à ce qu'ils soient résignés à vivre ici comme des esclaves. » Vous êtes pour l'esclavage aussi, Monsieur Attali ? « Nous devons réduire la population arabe à une communauté de coupeurs de bois et de serveurs », dit Uri Lubrani, conseiller spécial de Ben Gourion aux affaires arabes, en 1960. Lubrani voulait probablement dire serf, n'est-ce pas Monsieur Lévy ? Enfin, plus près de nous, le 14 avril 1998, Rafael Eitan, chef d'état major des forces israéliennes, affirmait dans le New York Times : « Lorsque nous aurons colonisé le pays, tout ce que les Arabes seront capables de faire sera de détailler tout autour comme des cafards drogués dans une bouteille. » Oui, la déclaration de R. Eitan date bien de 1998, c'est-à-dire bien après les accords de Camp David de septembre 1978, ses poignées de mains et ses accolades historiques entre deux chefs d'Etat. Et bien après aussi, la

reconnaissance officielle d'Israël par l'OLP et Arafat en décembre 1988. Dix années après. Ceci pour dire le cynisme, la mauvaise foi, les feintes et les fourberies d'Israël, imbu de sa supériorité militaire pour massacrer des enfants et défier le bon sens. Les sionistes parlent donc de bêtes, de sauterelles, de cafards, de départ sans retour ; donc de chasse, d'inexistence d'un peuple, d'écrasement, de tuerie collective ; donc d'extermination, d'esclaves, de colonisation... Les écarts de langage sont révélateurs. Et aujourd'hui, l'occupation se poursuit, la répression s'intensifie et le mépris s'amplifie : de l'arrogance et de la démesure en toute impunité. Voilà donc la vérité sur ceux que vous soutenez, vous Monsieur Attali ou vous Monsieur Lévy.

Oui Messieurs, vous avez plus d'affinités avec ceux qui traitent les Palestiniens de sauterelles et de cafards, qu'avec des hommes et des femmes du pays de la Déclaration des droits de l'homme et de Victor Hugo. Vous avez balisé votre terrain. Il est donc difficile de vous suivre. De vous croire. Si la mauvaise foi chez un joueur de poker est, somme toute, prévisible, elle devient terrible quand elle émane d'intellectuels qui misent sur la vie d'enfants. Concernant l'Etat hébreu, intouchable, sournois, ravageur, agressif et lâche, c'est l'acronyme d'Israël qui circule sur la toile. Votre intellectualité, Monsieur Attali, a déjà été malmenée par l'Angolagate, cette histoire d'armements qui vous a valu une mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence », et vous n'avez échappé à l'incarcération que grâce au paiement d'une très forte caution. Ne parlons pas de la fameuse histoire de votre plagiat et du brocard à votre adresse de François Mitterrand.

Et vous Monsieur Lévy, les reproches à votre encontre de la part de vrais intellectuels français nécessitent des pages de journaux. Est-il décent de parler comme vous le faites de fascisme et de totalitarisme, sachant votre connivence avec Israël, ses tours et ses détours ? Il paraît que vous êtes un philosophe. En ce qui concerne l'auteur de ce texte, il sait seulement, après avoir consulté un dictionnaire, lui le profane en la matière, que la philosophie, synonyme de sagesse, de modération et de sérénité, étudie les fondements des valeurs humaines. Etes-vous sage ou serein, Monsieur Lévy, quand vous traitez vos concitoyens pacifistes de brailleurs ? Etes-vous sérieux, en affirmant que les Arabes israéliens ont les mêmes droits que les autres, alors qu'ils n'ont pas le droit, à titre d'exemple, d'acheter des terres, ces terres qui leur appartiennent ? Bref, les Palestiniens ont gagné une bataille, car le formidable élan de sympathie des peuples envers les victimes civiles de Ghaza nous a montré la chute de la crédibilité de certains intellectuels et dirigeants occidentaux. Les Palestiniens ont gagné une bataille, la machine médiatique de l'Occident s'étant grippée, en dépit de ceux qui détiennent la puissance et le pognon. Que pouvons-nous dire alors aux intellectuels occidentaux ? Nous ne leur demandons pas d'être nos amis, comme certains d'entre eux le prétendent souvent. Nous leur demandons simplement d'être neutres ou justes envers la terrible crise du Proche-Orient qui risque d'emporter non seulement les Palestiniens, mais la planète entière. Oui Messieurs Attali, Lévy et compagnie, même si nous fabulons, nous vous disons : « Vos positions nécessitent un lifting, cela ne demande qu'un peu de courage qui ne peut que vous grandir. Pour rattraper une crédibilité perdue auprès de vos concitoyens et de l'opinion publique. » Si selon le Talmud, « l'ambition détruit son hôte ». Que dire alors de l'intransigeance et de la démesure de vos amis, de vos frères ?

Alors, à quoi joue Israël puisque l'Autorité palestinienne ne demande que 22% de la Palestine historique ? A quoi joue Israël quand il affirme ne pas reconnaître le Hamas, considérant ce mouvement comme une organisation terroriste, alors que pour une question de trêve on cause quand même, bien que par personnalités et Etats interposés ? A quoi joue Israël qui « phosphorise » et terrorise ? Ghaza, ses civils, ses enfants, ses femmes, sa terre, ses champs, ses décombres et son ciel, enrichis par Israël en uranium appauvri. Pourquoi cette frilosité et cette connivence des puissances occidentales ? Enfin, quand et comment peut-on se prévaloir d'être un intellectuel, ce terme désignant pour beaucoup une personne engagée qui défend des valeurs ? Quelles valeurs ? En guise de conclusion et pour paraphraser une citation bien connue, je dirais : « On ne peut pas duper tout le monde tout le temps. »

Rachid BRAHMI

Universitaire (Oran. Algérie)

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7999>

3-4 Daniel Vanhove : Terrorisme d'état.

Triste bilan pour le Proche-Orient en ce premier mois de l'année 2009. Jours et nuits, durant trois semaines, un déluge de feu s'est abattu sur le Camp concentrationnaire de Gaza, et le sang de ses habitants terrorisés est venu inonder un peu plus une parcelle de territoire qui en est déjà gorgé...

Les derniers jours de cette meurtrière agression, la gravité de la perversion qui anime la soldatesque israélienne et ses commanditaires aura été à son comble.

Les cas de dérives se sont multipliés et attestent, s'il le fallait encore, du degré d'inhumanité qu'entretient tout esprit guerrier. Loin des *cibles du Hamas* comme se plaisent à l'ânonner les dirigeants israéliens et les hyènes qui leur tournent autour, tout ce qui bougeait et entraînait dans le champ de vision des soldats, était pris pour cible.

Selon le chef des services d'urgence à Gaza, sur les quelques 1330 victimes déclarées, plus des deux tiers se révèlent être des enfants, des femmes et des personnes âgées. Le nombre de blessés avoisine les 5300. Et des corps continuent à être découverts sous les ruines.

Bien qu'elle ait pris soin de renseigner les responsables militaires israéliens, l'UNRWA (l'agence de l'ONU en charge des réfugiés) a été visée à diverses reprises à travers ses écoles et ses bâtiments officiels servant d'abris aux familles dont l'habitation avait été détruite par les bombardements ; ses convois humanitaires, ses ambulances et son personnel médical ont été pris pour cibles ; quelques jours avant le cessez-le-feu, c'est carrément son quartier général et un précieux entrepôt de denrées alimentaires et de médicaments qui sont partis

en fumée. Même la Croix Rouge dont on connaît l'habitude retenue, a dénoncé le drame humanitaire sans précédent rencontré dans ce moignon de territoire, et expliqué les multiples obstacles posés par l'armée pour empêcher de secourir les blessés. Ainsi de ces quatre enfants retrouvés après plusieurs jours, gisant sur un matelas, hagards et affamés, incapables même de se lever seuls, accrochés aux corps de leurs mamans respectives, toutes mortes...

Les plus hauts représentants du gouvernement israélien n'ont cessé de bavarder à la presse avec une indifférence proche de l'autisme qu'il n'y avait aucune crise humanitaire à Gaza, quand l'ONU déclarait que 750.000 personnes étaient sans eau et 1.000.000 privés d'électricité, après un blocus qui dure depuis près de deux ans. Le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU a adopté une Résolution à Genève qui « condamne vigoureusement l'opération israélienne » à Gaza se traduisant par des « violations massives du Droit humanitaire ». Même la trêve de trois heures par jour, acceptée sous la pression internationale après le début de cette déferlante n'a été respectée par l'armée israélienne qu'une poignée de jours, et du personnel médical international arrivé via la frontière égyptienne confirmait que les bombardements étaient incessants.

Le pire est probablement venu du témoignage accablant d'un enfant d'une dizaine d'années - corroboré par d'autres - allongé sur une civière et dont le visage blessé et contusionné balbutiait les conditions dans lesquelles un massacre (de plus !) s'était perpétré. Témoignage confirmé aussi par l'OCHA (l'office de l'ONU pour la coordination humanitaire).

Le lundi 4 janvier à Zeitoun, l'armée israélienne a rassemblé en les battant 110 habitants d'un quartier (dont la moitié était des enfants) pour les enfermer dans une pièce, sans nourriture, sans eau et sans électricité. Le lendemain, ils les ont bombardés à plusieurs reprises. Trente d'entre eux sont morts. Les autres pour la plupart, sont blessés, parfois gravement au point de rester handicapés à vie. Le gouvernement coupable de tels crimes pourra toujours tenter d'expliquer à un tribunal international qu'il s'agissait-là de *cibles du Hamas*. Si nos valeurs ont encore un minimum de fondement, et si le mot justice représente encore un timide espoir pour l'humanité, les responsables de tels actes doivent être jugés et condamnés pour crimes contre l'humanité.

Outre le fait de nous rappeler de sombres souvenirs, ces pratiques nous indiquent que les allégations du gouvernement israélien sont, comme toujours, fausses et mensongères quant aux objectifs poursuivis. Israël a voulu démontrer la puissance des *frappes chirurgicales de son armée exemplaire*... Les images que nous en retiendrons nous auront surtout montré son désarroi face à une résistance dont elle n'arrive pas à bout. Et même si les plus hauts responsables israéliens se gargarisent du succès de l'opération PLOMB DURCI - ce qui n'est pas le cas puisque la résistance palestinienne peut toujours envoyer ses roquettes vers Israël - nul doute que cette opération ratée aura sérieusement et définitivement pris du PLOMB DANS L'AILE sur le terrain médiatique tant elle participe à l'écœurement et au dégoût de l'ensemble des peuples de la planète.

Nos plus hautes instances toujours très sûres d'elles-mêmes dans la distribution des bons et des mauvais points devraient peut-être méditer quelques chiffres pour prendre toute la mesure du massacre qui vient de se produire à Gaza, en le transposant simplement à l'échelle des USA : les 1330 victimes palestiniennes correspondraient à 265.000 Américains tués, et les 5300 blessés, à plus d'un million ! Autrement plus grave que le 11 septembre qui a remué la planète de fond en comble par ses lois anti-terroristes et ses pratiques liberticides, et a fait dire aux plus aliénés que nous étions « *tous Américains* » ! On aimerait entendre les mêmes dire aujourd'hui que nous sommes tous Palestiniens, et les voir agir de manière ferme et déterminée pour contraindre Israël à se conformer au Droit international par tous les moyens.

Si les dirigeants européens avaient le courage et l'honnêteté de regarder la réalité en face, l'évidence d'avoir un langage et un comportement clairs leur apparaîtrait d'emblée comme les meilleurs garants de la pérennité même de nos démocraties, et leur indiquerait d'arrêter toute compromission avec les criminels, quels qu'ils soient. C'est ce double langage de ceux-là mêmes qui martèlent tout faire pour éviter d'importer le conflit chez nous, qui y participe. Et autorise aujourd'hui les responsables israéliens à déclarer le plus naturellement du monde que la prochaine réaction de l'armée « *sera disproportionnée* » alors même que le décompte des victimes précédentes n'est pas encore achevé ! Encore et toujours, ce sont bien nos comportements politiques ambigus qui sont coresponsables du drame palestinien.

5 février

Daniel Vanhove

* Daniel Vanhove est Observateur civil

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6052

3-5 Maxime Dublanc : La « guerre de Gaza » : victoire ou pogrom ?

Manifestement désireux de se surpasser, l'Etat d'Israël, avec la « guerre de Gaza », a accompli le grand chelem. On sait, dorénavant, qu'il ne voit aucun inconvénient à larguer des bombes au phosphore blanc sur les écoliers palestiniens.

Et qu'il le fait, en outre, avec une prédilection significative pour les établissements administrés par l'ONU. Comme s'il voulait, en somme, adresser un double message subliminal : un, il n'y a aucun tabou susceptible d'assigner des limites à la répression israélienne ; deux, l'organisation internationale, tolérée en temps de paix, fait partie des cibles de Tshal en temps de guerre.

C'est tout dire : malgré son indulgence envers un Etat qui lui taille des croupières depuis quarante ans, l'ONU a été obligée de protester avec une vigueur inaccoutumée, plusieurs de ses responsables accusant Israël de

« crimes de guerre ». Peu coutumier d'une telle fureur à l'égard d'Israël, Ban Ki Moon a exigé que les responsables de ces exactions soient jugés et punis. Il faut vraiment croire que Tsahal a franchi la ligne rouge. Et il y aurait beaucoup à dire, enfin, sur cette sinistre symbolique du phosphore blanc tombé du ciel qui vient ignifier le corps des gosses palestiniens, forcément coupables puisqu'appartenant à la race impure qui génère le « terrorisme » du Hamas.

Israël, du coup, a couvert de ridicule ses thuriféraires habituels, toujours prompts à réitérer le laïus officiel sur cette vertueuse armée israélienne, si pénétrée d'impératifs moraux qu'elle mettrait un soin particulier à « épargner les civils ». Ces soldats qui ont laissé des inscriptions vengeresses sur les murs d'une maison de Gaza après en avoir assassiné les habitants (dont vingt-deux membres de la même famille), seraient-ils des extraterrestres ? « La place de l'Arabe est sous terre », « Si vous êtes un vrai Givati (unité d'élite), vous devez tuer les Arabes », « Jérusalem-Est pour Israël », pouvait-on y lire selon de nombreux témoins.

Joignant le geste à la parole, ces courageux pionniers de l'idéal sioniste se sont livrés à une véritable boucherie : « Ils ont commencé par tirer partout. Lorsqu'ils sont entrés, les soldats nous ont demandé de lever les mains et de sortir. Ils étaient huit ou dix. C'est alors qu'ils ont tiré. Mon père a été tué sur le coup. Il avait trente balles dans le corps .. ils ont tiré à nouveau. Plusieurs autres membres de la famille ont été blessés, surtout des enfants dont mon frère Ahmed âgé de 4 ans .. Les Israéliens nous ont craché dessus. Les ambulances ne pouvaient pas approcher. Mon frère Ahmed est mort. » (« A Gaza, des habitants racontent l'acharnement de l'armée israélienne sur des civils », « Le Monde », 23/01/2009).

Cette débauche de violence gratuite n'est pas sans rappeler l'atmosphère sanguinaire des massacres coloniaux, des « ratonnades » aux « corvées de bois » de sinistre mémoire. Est-ce pour cette raison qu'elle ne suscite aucun sursaut moral auprès d'une partie de l'opinion française ? La diabolisation de « l'Autre » palestinien, son rejet en deçà des frontières de l'humanité civilisée semblent autoriser toutes les transgressions. Pour les inconditionnels hexagonaux de Tsahal, l'offensive militaire contre Gaza n'est pas seulement légitime. Le choix des moyens employés ne saurait s'embarasser de considérations morales, puisque l'adversaire désigné est un ennemi substantiel passible d'un châtement absolu.

Révélatrice, à cet égard, fut la façon dont les médias français firent le tri des victimes. Les policiers palestiniens rangés en dépit du bon sens dans la catégorie des « combattants », dont le massacre par surprise (ils étaient rassemblés pour une remise de diplômes) fut ainsi banalisé, le message implicite selon lequel tout habitant de Gaza, dès lors qu'il appartenait au Hamas, pouvait légitimement être abattu comme « activiste » : cette grille de lecture invitait au carnage purificateur, assumé sans complexes par un Etat assuré de son impunité.

Simultanément, une avalanche de « tribunes libres » vint apporter des justifications explicites à l'immolation de l'engeance terroriste. Ces courageux intellectuels applaudissant aux salves d'artillerie sur un bidonville surpeuplé utilisèrent deux registres. Dans le premier, celui du mépris occidental pour l'indigène récalcitrant, la palme revient à un éminent dirigeant religieux qui explique benoîtement, dans les colonnes du « Monde », pourquoi il y a tant de victimes civiles palestiniennes : les bombes au phosphore, les tirs d'artillerie ? Non, c'est parce que le Hamas, indifférent à la vie humaine, et contrairement à Israël, n'a pas construit d'abris antiaériens pour la population de Gaza. (Joël Mergui, « Pourquoi y a-t-il moins d'Israéliens tués ? », « le Monde », 15/01/2008) On croit rêver. Va-t-on un jour nous expliquer que la Résistance française est responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane parce qu'elle a oublié de distribuer les gilets-pare-balles ?

Second registre : l'apologie de l'Etat d'Israël, sorte d'entité métaphysique créditée de toutes les vertus et bénéficiant à l'avance d'une généreuse absolution. On apprend par exemple, sous la plume d'un universitaire français, que cet Etat tant décrié pour ses agissements à Gaza est « un des rares endroits du Moyen-Orient où les Arabes bénéficient de droits démocratiques ». (Pierre Jourde, « Le juif, coupable universel », « Le Monde », 21/01/2009). Notre auteur oublie évidemment de mentionner la Palestine où des élections libres sous contrôle international, en janvier 2006, ont pourtant conduit au pouvoir le Hamas. La démocratie palestinienne serait-elle frappée d'inanité dès lors que le résultat électoral déplaît à l'occupant ? Quant à la démocratie israélienne, elle est aussi indéniable pour les juifs qu'inexistante pour les Arabes.

Si la France détenait 100 000 prisonniers politiques (pour 60 millions d'habitants), on trouverait peu d'universitaires pour lui décerner la palme des droits de l'homme. Tandis qu'on se bouscule pour tresser des couronnes à Israël qui, proportionnellement à sa population, en détient autant (11 000 pour 6,5 millions d'habitants). « Savent-ils qu'Israël soutient financièrement la Palestine, soigne les Palestiniens dans ses hôpitaux ? », demande ce thuriféraire de l'Etat hébreu à ses détracteurs. Les enfants déchiquetés par les « billes de carbone-tungstène » utilisées par les « nouvelles armes israéliennes » seront ravis d'apprendre qu'ils bénéficient du système hospitalier israélien. Et les affamés de Gaza vont s'empressement de remercier le généreux donateur israélien qui leur permet de survivre dans cette merveilleuse prison à ciel ouvert. Lorsque le réel s'évanouit au profit d'un monde imaginaire forgé par la propagande, c'est sans limite. Et la France, décidément, est un curieux pays où la prosternation devant l'occupant est une véritable tradition.

Devant de telles inepties, on se demande vraiment si l'Occident parviendra un jour à se dessiller les yeux. L'interrègne de l'exécutif américain a fourni une fenêtre de tir (c'est le cas de le dire) mise à profit par l'Etat hébreu, qui a cessé les bombardements quelques heures avant la cérémonie d'investiture de Barack Obama. L'Europe, comme à l'accoutumée, n'a guère brillé par sa cohérence. Il a fallu un véritable bain de sang pour que la déclaration de la présidence tchèque sur « la légitime défense d'Israël » se voit tempérée, in fine, par un appel unanime du Parlement européen au cessez-le-feu. Comme si la réprobation d'Israël continuait, malgré la violation flagrante des principes dont elle se réclame, à heurter le tréfonds de l'âme européenne. Mais si elle est un nain

politique, l'Europe se transforme volontiers en géant humanitaire, ce qui lui permet d'afficher sa compassion pour les Palestiniens sans préjudice diplomatique pour Israël.

Quant à la France, son obstination à s'agiter sur le plan diplomatique est d'autant plus pathétique qu'elle a renoncé à faire réellement quoi que ce soit. A quoi bon se rendre au Proche-Orient en prétendant favoriser des pourparlers, si c'est pour incriminer celle des parties en présence qui se trouve à l'évidence sur la défensive ? Accuser « l'irresponsabilité du Hamas » au moment où la machine de guerre israélienne dévastait la bande de Gaza valait quitus à Israël de la part de la France. Cette partialité manifeste, hélas coutumière depuis 2007, contribua à tuer dans l'œuf le processus de « sortie de crise » sur fond de « médiation égyptienne » que l'on se targuait de vendre aux protagonistes.

Mais que Nicolas Sarkozy se rassure : ce n'est pas la première fois que la diplomatie française ne sert à rien, et ceux que désespère cette inutilité sont malheureusement de moins en moins nombreux. Ce dont témoigne, à sa façon, l'évanescence totale d'un Bernard Kouchner dont la flamboyance au service des droits de l'homme n'est plus qu'un lointain souvenir (il est vrai qu'elle n'a jamais brillé outre mesure chaque fois qu'était en cause la politique israélienne). La gesticulation diplomatique autour d'un éventuel gouvernement palestinien incluant le Hamas à condition qu'il « renonce à la violence » constitue d'ailleurs, à cet égard, le dernier épisode de la bruyante inutilité française.

Ce reniement d'un pays qui, en 1967, n'avait pas craint de nommer clairement l'agresseur, est doublement catastrophique. Il contribue à figer un rapport de forces, en Occident, qui penche nettement en faveur d'Israël, réduisant les chances d'une solution fondée sur le droit international. Et il place la diplomatie française sur un axe politique qui a pour effet de lui ôter toute substance. Quelle sera, demain, la contribution à la paix d'une France démonétisée ? On l'imagine sans peine. En novembre 1967, le général de Gaulle évoquait une « occupation qui n'ira pas sans oppression, répression et expulsions », et justifiait à l'avance « une résistance que l'occupant, à son tour, qualifiera de terrorisme » (conférence de presse du 27 novembre 1967). Son lointain successeur préfère se ranger, lui, du côté de l'occupant, au diapason d'un establishment occidental toujours soucieux d'offrir une marge de manœuvre maximale à l'Etat hébreu.

L'impunité d'Israël au terme de cette sanglante « guerre de Gaza », du reste, ne doit pas en occulter les dommages collatéraux : rupture des relations diplomatiques avec certains pays (Venezuela, Mauritanie), fin des relations commerciales avec le Qatar, spectaculaire retournement turc, net durcissement syrien, acerbes critiques égyptiennes. En outre, on peut légitimement s'interroger sur le bilan militaire de l'opération. En détruisant les infrastructures du mouvement « islamiste », l'Etat hébreu, nous dit-on, aurait remporté un indéniable succès. Ainsi le bombardement massif et meurtrier d'un immense camp de réfugiés est censé relever, dans la « novlangue » des experts, du paradigme de la victoire militaire. Comme si le bilan de ce bain de sang perpétré à distance pouvait s'apparenter à celui d'une guerre remportée à la loyale, sur un champ de bataille, face aux soldats d'une armée digne de ce nom.

Un massacre de civils peut-il être qualifié de succès militaire ? Le poète israélien Jonathan Geffen, lui, a fait une découverte saisissante. Il nous la livre dans une tribune libre consacrée à Gaza, « Un territoire en forme de cimetière », dans laquelle il clame son dégoût devant cette « guerre insensée » : « Une fois de plus, nous faisons la seule chose que nous semblons savoir faire : un massacre de masse qui finit toujours par être perçu comme un génocide ». Quelle est cette découverte, que les médias occidentaux se sont empressés d'occulter ? « Quoi de plus troublant que de découvrir que le nom du pogrom que nous sommes en train de commettre, « Plomb durci », est tiré d'un poème de Bialik, le poète des pogroms ? » (« Maariv », cité par « Le Courrier international », 8-14 janvier 2009). Mêler ainsi l'odieux bombardement de Gaza et la douloureuse mémoire des pogroms tsaristes, il fallait oser.

« L'opération « Plomb durci » a atteint ses objectifs et même au-delà », clama Ehoud Olmert au lendemain du cessez-le-feu. Un bilan triomphal confirmé par l'un de nos experts hexagonaux : « Israël a atteint l'essentiel de ses objectifs militaires. Il s'agissait d'empêcher la reconstitution des stocks de roquettes que le Hamas tire sur le sud du pays .. Le Hamas n'aurait plus qu'environ le tiers des munitions qu'il possédait au début du conflit. Du point de vue militaire, le Hamas est étranglé et il a dû accepter un cessez-le-feu afin de conserver une partie de son arsenal qui lui permet de continuer à exister militairement ». (Pierre Razoux, interview dans « Libération », 21/01/2009). Autrement dit, la victoire israélienne à Gaza se mesure à la diminution du stock de munitions dont dispose l'adversaire. On est quand même loin de la victoire triomphale remportée en juin 1967 face à trois armées arabes.

Evidemment favorable à un occupant surarmé, le bilan des pertes humaines n'en est pas moins sujet à caution. La presse occidentale, dans l'ensemble, a fait sienne la comptabilité fournie par Tsahal : sur environ 1 100 morts, l'armée israélienne aurait tué 600 combattants palestiniens (dont 500 pour le Hamas). Mais outre que ce mouvement ne reconnaît que 48 tués au combat, le bilan établi par le centre palestinien des droits de l'homme fait état, lui, de 1 285 morts, dont 280 enfants, et 4 336 blessés. Parmi les morts, 82,6 % sont des civils, et 43% des femmes et des enfants (Interview de Khalil Chahine, « Libération », 27/01/2009). Un prix humainement très élevé, cela va sans dire, pour un piètre résultat militaire. Mais l'essentiel est sauf puisque, selon Pierre Razoux, « les objectifs politiques d'Ehoud Barak et Tzipi Livni ont eux aussi été atteints. Dans la perspective des prochaines élections, ils voulaient montrer qu'ils pouvaient être extrêmement durs et que les électeurs pouvaient leur faire confiance ». Merveilleuse démocratie israélienne ..

Si la capacité de résistance du Hamas avait été anéantie, les communiqués de victoire de Tsahal auraient évidemment un sens. Mais il n'en est rien. Crédité avant le conflit de 15 000 à 20 000 combattants, le mouvement est loin d'avoir été écrasé militairement. Il a d'ailleurs salué le cessez-le-feu israélien d'une ultime salve de

roquettes, à l'instar du Hezbollah à la mi-août 2006. Appliquant la tactique du « rouleau compresseur », l'armée israélienne a systématiquement détruit avec les blindés, l'artillerie et l'aviation tous les bâtiments susceptibles d'offrir un appui à la résistance. Elle a réussi à cerner Gaza en coupant en deux l'étroite bande de territoire, que ses services secrets connaissent par le menu et où ses drones de surveillance épient sans relâche le moindre mouvement. Mais le soldat israélien ne s'est pas aventuré au cœur des villes. Le centre de Gaza est resté aux mains du Hamas, et le corps-à-corps en milieu urbain ne s'est nullement généralisé.

Même la destruction, proclamée par Israël, des tunnels d'approvisionnement entre Gaza et l'Egypte, ne paraît pas assurée. Youval Diskin, chef du Shin Bet, a déclaré que « le Hamas pourra reconstruire les tunnels en quelques mois et recommencer à faire de la contrebande d'armes » (« Le Monde », 19/01/2009). Autrement dit, la branche militaire du Hamas dispose toujours du gros de ses forces et ses filières d'approvisionnement seront rétablies. Pour anéantir militairement le Hamas, les experts israéliens estiment qu'il faudrait rester à Gaza plus d'un an. Inutile d'insister sur le coût d'une telle opération. Acculée dans son sanctuaire, la résistance islamique livrerait dans les ruelles étroites de Gaza un combat désespéré dont les fantassins israéliens feraient sans doute les frais, sans parler des innombrables victimes civiles. Le Hamas se trouverait dans la situation des insurgés du ghetto de Varsovie en 1943 : mourir en combattant, plutôt que de se laisser exterminer par l'occupant. On sait d'ailleurs que cette audacieuse comparaison fut inaugurée par un général israélien.

Avant l'accomplissement de cet improbable scénario-catastrophe, Israël et la « communauté internationale » devront compter avec le Hamas. Sa résilience face au déchaînement de la puissance militaire israélienne est incontestablement une victoire politique. Le surcroît de légitimité dont il bénéficie dans l'opinion palestinienne et arabe, également. Dans un conflit aussi asymétrique, le faible ne se fixe pas pour objectif d'éliminer le fort : il sait que c'est impossible. La première victoire de la résistance, c'est de survivre à l'anéantissement que lui promet l'occupant. Le Hamas ne dispose pas du même arsenal que le Hezbollah, ni de la même expérience de la guérilla contre l'envahisseur, du moins pas encore. C'est pourquoi il a infligé de très faibles pertes à une armée israélienne qui s'est prudemment tenue à distance du centre névralgique de la résistance. Mais les tirs de roquettes artisanales, ces « crimes de survie », attestent qu'il détient l'amorce d'un pouvoir dissuasif sur Israël, facteur d'insécurité sur le sol israélien faute de pouvoir infliger des dommages de nature militaire.

Bien sûr, cette stratégie de la dissuasion asymétrique par les tirs de roquettes soulève de nombreuses objections. Elle expose la population de Gaza à de terribles représailles, observent ses détracteurs, pour un résultat militaire nul et un impact politique négatif. Mais le choix des moyens, pour la résistance palestinienne, n'a jamais été facile. L'inégalité abyssale du rapport de forces condamne la résistance, quoiqu'elle fasse, à subir des frappes plus sanglantes que les dommages qu'elle peut infliger à l'occupant. De plus, l'argument selon lequel le Hamas se sert des civils comme « boucliers humains » est doublement inepte : c'est reprocher à la résistance de faire corps avec la population et à la population d'exister là où elle existe. Sans oublier que sur le plan historique, c'est l'occupation qui est le fait générateur du conflit, et non la résistance à cette occupation. L'énorme disproportion entre le nombre de victimes des roquettes palestiniennes et celui des victimes de tirs israéliens suffit à démontrer, du reste, où se situe l'origine principale des violences.

Raymond Aron disait qu'« Israël gagne toujours la guerre mais perd toujours la paix ». En janvier 2009 à Gaza, il n'est pas sûr qu'il ait gagné la guerre, à supposer que cette dénomination corresponde exactement à la réalité. Quant à la paix, on se demande quel bénéfice politique Israël va pouvoir tirer de ce nouveau massacre. Le processus de paix est anéanti, les collaborateurs palestiniens d'Israël couverts d'opprobre et le Hamas plus que jamais incontournable. Sur le plan international, l'Etat hébreu est perdant : son impopularité à l'échelle planétaire et sa détestation dans le monde arabe atteignent des sommets.

Prodige d'équilibrisme, la résolution 1860 de l'ONU n'a guère lésé ses intérêts, mais elle enjoignait néanmoins à Israël de cesser le feu et les Etats-Unis y ont consenti par abstention. Vainqueur autoproclamé d'un combat douteux, l'Etat hébreu a durablement ruiné les chances de la paix au prix d'une véritable souillure morale : les conséquences en seront beaucoup plus sérieuses que l'élimination d'un stock de roquettes. Comme le résume Ofer Shelah dans le grand quotidien israélien « Maariv » : « Israël, qui voulait être une lumière pour les nations, est aujourd'hui fière d'avoir adopté l'échelle de valeurs de Vladimir Poutine. Si c'est cela la victoire, malheur aux vainqueurs ».

Maxime Dublanc

3 février 2009 –

Oumma.com

3-6 Les hydrocarbures arabes coulent à profusion pour Israël .

Mais interdits aux Palestiniens de Gaza !

Vous livrez du gaz et du pétrole à Israël, alors que ce dernier ferme les vannes de ces substances vitales aux Palestiniens de Gaza sans que vous réagissiez. Il fait le blocus sur toutes substances de vie pour les asphyxier, et vous ne réagissez pas non plus. Israël et les USA vous ont interdit de livrer aux Palestiniens de Gaza quoi que ce soit, et vous leur obéissez comme des chiens bien dressés ! Il vous ont déjà fait ce test il y a longtemps, tout en sachant que vous voyez « vos frères » agonir à travers les écrans de télévision à partir de vos palais, juste pour savoir à quel point votre lâcheté peut arriver, en ayant constaté votre mort clinique, ils continuent à affamer le peuple de Gaza et vous humilier à lui. Et tant que le statut quo demeure, il n'y a pas de raison qu'ils cessent leur cynisme, en

défiant toutes les lois internationales, les résolutions de l'ONU et la morale, que vous avez vous-mêmes perdue.

Qu'est-ce qu'il vous reste comme dignité ou honneur ? Rien. Encore vous êtes moins que rien, car « du rien » personne n'attend rien de rien. Vous êtes des morts vivants déclarés, et la honte de vos peuples, voire de celle de l'humanité tout entière. Un cure-dent est beaucoup plus utile que votre existence, car votre vie n'est d'aucune utilité sur cette Terre, sinon de l'encombrer avec vos corps gras « the Pig Fat Big ». Comment pourriez-vous vous montrer encore à vos peuples et au monde qui vous observent, plaignent et vous méprisent en même temps ?

Les pratiques d'Israël à l'encontre des Palestiniens dépassent de loin celles du nazisme, puisqu'il pratique la punition collective à laquelle on vous a associés de gré ou de force. Vous avez obéi aveuglement à vos maîtres - qui vous tiennent en laisse et vous traitent moins que leurs chiens - en fermant vos frontières ou en gelant vos aides aux Palestiniens de Gaza, les laissant ainsi mourir de faim, de soif et de maladie, en plus des assassinats quotidiens que les armées israéliennes leur réservent sans que vous réagissiez !

Même les animaux n'auraient pas supporté que l'un des leurs souffre sans réagir, mais vous, vous restez impassibles à toutes les horreurs que ce monstre nommé Israël fait subir aux Palestiniens depuis plus de deux ans (pour ne parler que de cette période), avec la complicité internationale dont vous faites partie. A quelle espèce des mammifères appartenez-vous ?

La pauvreté de la langue ne nous permet pas de trouver un autre mot plus juste pour vous qualifier que le mot « lâcheté ». Nous avons essayé de comprendre à quelles catégories d'animaux vous appartenez, mais nous n'avons pas trouvé de réponse à nos questions, car vous êtes inclassables. A votre différence, les animaux ont au moins des instincts qui ne les laissent pas indifférents à la souffrance des leurs. Ceci nous amène à vous dire que vous êtes moins que les animaux sauvages que nous voyons souvent dans des reportages télévisés mourir dignement, en défendant leur progéniture.

Un seul conseil à vous donner : suicidez-vous collectivement.

Oui, un suicide collectif vous est conseillé. Cela serait la meilleure solution pour que vous vous taisiez à jamais sans qu'aucun reproche ne vous sera fait par vos peuples. Mais aussi pour libérer les peuples que vous réprimez et les laisser prendre en main leur destinée afin de retrouver l'honneur de leurs ancêtres perdu, que vous avez souillé vous-mêmes par votre lâcheté inqualifiable, jamais égalée dans les annales des bipèdes depuis la préhistoire jusqu'à ce jour.

Chérif Boudelal

8 -12

fr.blog.360.yahoo.com/blog-8DXtUNw4dquRQaS5U0UrYeM8FCO13l4u4g--?cq=1

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19